



# NATIONS UNIES

## ASSEMBLEE GENERALE



Distr.  
GENERALE

A/33/469  
13 décembre 1978  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

Trente-troisième session  
Points 78 et 80 de l'ordre du jour

EXPERIENCE DES PAYS QUANT A LA REALISATION DE TRANSFORMATIONS SOCIALES ET  
ECONOMIQUES DE GRANDE PORTEE AUX FINS DU PROGRES SOCIAL

IMPORTANCE D'UNE REPARTITION EQUITABLE DU REVENU NATIONAL POUR LE  
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

### Rapport de la Troisième Commission

Rapporteur : Mlle Ana RICHTER

#### I. INTRODUCTION

1. La question intitulée "Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social : rapport du Secrétaire général" a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la trente-troisième session de l'Assemblée générale conformément aux résolutions 31/37 et 31/38 de l'Assemblée, en date du 30 novembre 1976.
2. La question intitulée "Importance d'une répartition équitable du revenu national pour le développement économique et social : rapport du Secrétaire général" a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la trente-troisième session de l'Assemblée générale, conformément à la résolution 2074 (LXII) du Conseil économique et social en date du 13 mai 1977.
3. A ses 4ème et 5ème séances plénières, le 22 septembre 1978, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire les deux questions à son ordre du jour et de les renvoyer à la Troisième Commission.
4. La Commission a examiné les deux questions de sa 31ème à sa 38ème séance et à sa 72ème séance tenues du 27 octobre au 6 novembre et le 8 décembre. Les vues exprimées sur ces questions par les représentants des Etats Membres et des institutions spécialisées ainsi que par les observateurs sont consignées dans les comptes rendus analytiques de ces séances (A/C.3/33/SR.31 à 38 et 72).

5. Pour l'examen du point 78, la Commission était saisie des documents ci-après :
  - a) Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social : note du Secrétaire général (A/33/272);
  - b) Expérience des pays quant à la promotion du mouvement coopératif : rapport du Secrétaire général (E/1978/15 et Corr.1 et 2).
  - c) Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social : rapport du Secrétaire général (E/1978/19 et Add.1).
6. Pour l'examen du point 80, la Commission était saisie des documents ci-après :
  - a) Importance d'une répartition équitable du revenu national pour le développement économique et social : note du Secrétaire général (A/33/271);
  - b) Répartition du revenu : tendances et politiques : rapport du Secrétaire général (E/1978/29).
7. A la 31ème séance, le 27 octobre, le Sous-Secrétaire général à la recherche et à l'analyse des politiques en matière de développement a présenté les deux points (voir A/C.3/33/SR.31, par. 1 à 5).

/...

## II. EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION

### A. Projet de résolution A/C.3/33/L.3

8. A la 31ème séance, le 27 octobre, la Sous-Secrétaire générale au développement social et aux affaires humanitaires a présenté à la Commission le texte du projet de résolution intitulé "Expérience des pays quant à la promotion du mouvement coopératif", recommandé à l'Assemblée générale par la résolution 1978/8 du Conseil économique et social en date du 5 mai 1978. Ce texte a été distribué dans le document A/C.3/33/L.3.

9. A la 72ème séance, le 8 décembre, le représentant de la République démocratique allemande a présenté un amendement au projet de résolution A/C.3/33/L.3, dont le texte (A/C.3/33/L.18) est reproduit ci-après :

"Remplacer le texte du paragraphe 10 par le suivant :

10. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-cinquième session un point intitulé 'Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social' et d'examiner au titre de ce point le rapport complémentaire du Secrétaire général sur l'expérience des pays quant à la promotion du mouvement coopératif."

10. A la même séance, le représentant de la République démocratique allemande a apporté une modification au texte de son amendement tendant à remplacer les mots "trente-cinquième" par les mots "trente-sixième".

11. L'amendement révisé a été adopté, à la suite d'un vote enregistré, par 99 voix contre zéro, avec 28 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cap-Vert, Chili, Chypre, Congo, Cuba, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Empire centrafricain, Equateur, Ethiopie, Finlande, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyane, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

/...

Ont voté contre : Néant.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Canada, Colombie, Côte d'Ivoire, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Grèce, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lesotho, Luxembourg, Malawi, Maroc, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

11a) A la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution, tel qu'il avait été modifié (voir ci-après, par. 20, projet de résolution I), sans procéder à un vote.

/...

B. Projet de résolution A/C.3/33/L.23

12. La Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé "Importance d'une répartition équitable du revenu national pour le développement économique et social", qui avait pour auteurs l'Angola, la Hongrie, Madagascar, la Mongolie et le Zaïre, auxquels l'Afghanistan s'est joint par la suite, et dont le texte est reproduit ci-après :

"L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général 1/ sur la distribution équitable du revenu national,

Tenant compte de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels,

Rappelant la Déclaration sur le progrès social et le développement 2/, la Déclaration et le Programme d'action pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international 3/, ainsi que la Charte des droits et devoirs économiques des Etats 4/,

Préoccupée par la persistance de la pauvreté, l'inégalité et l'injustice sociales, le chômage et le sous-emploi dans un grand nombre de pays,

Exprimant sa profonde préoccupation que le colonialisme et le néo-colonialisme freinent le progrès économique et social de beaucoup de peuples,

Constatant que le développement économique n'entraîne pas automatiquement l'amélioration du niveau de vie de larges secteurs de la population, mais qu'elle exige une distribution juste et équitable du revenu national,

Déclarant que la détente et la coexistence pacifique des pays à systèmes sociaux différents, le développement sur la base des avantages réciproques et de l'égalité en droits des relations multiples entre les Etats créent des conditions favorables au progrès économique et social,

---

1/ E/1978/29.

2/ Résolution 2542 (XXIV).

3/ Résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI).

4/ Résolution 3281 (XXIX).

1. Invite les gouvernements à élaborer une conception de la distribution du revenu national propre à assurer le bien-être croissant de larges secteurs de la population dans les domaines matériel, social et culturel, en particulier le droit au travail, aux soins médicaux, à l'éducation et à la culture;
2. Invite les gouvernements à avoir en vue la nécessité d'une participation toujours plus large à la distribution du revenu national des couches travailleuses qui contribuent à la production des biens nationaux;
3. Invite les gouvernements à utiliser de manière plus accrue leurs ressources nationales par une planification conjointe du développement économique et social, entre autres, par des réformes structurelles, comme l'extension du secteur d'Etat, la consolidation des secteurs coopératifs et sociaux, une imposition progressive sur les bénéfices, des restrictions sur l'activité des entreprises transnationales;
4. Appelle les gouvernements à prendre des mesures nécessaires en vue de la réalisation des objectifs susmentionnés qui comprendraient, entre autres, la mise en oeuvre des dispositions du Document final de la dixième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies 5/, **la réduction des dépenses militaires et l'utilisation des ressources ainsi dégagées de manière susceptible de favoriser le bien-être de tous les peuples et particulièrement d'améliorer les conditions économiques et sociales des pays en développement;**
5. Demande au Comité du développement social d'accélérer l'élaboration de directives appropriées, conformément à la résolution 1086 (XXXIX) du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1965, **en vue d'arrêter des mesures dans le domaine de la politique sociale propres à favoriser une distribution juste et équitable du revenu national, et de les soumettre, à travers le Conseil économique et social, à l'Assemblée générale des Nations Unies;**
6. Demande au Comité pour la planification du développement de tenir compte, lors de la présentation de propositions pour la préparation d'une stratégie internationale du développement, des rapports et documents des Nations Unies concernant la distribution du revenu national;
7. Demande au Secrétaire général, lors de l'élaboration des rapports sur la situation sociale dans le monde et d'autres rapports globaux y relatifs, de tenir compte du Programme d'action adopté par la Conférence mondiale sur l'emploi, la distribution du revenu, le progrès social et la division internationale du travail, et d'analyser les causes fondamentales qui empêchent une distribution juste et équitable du revenu national."

13. A la 72ème séance, le 8 décembre, la représentante de la Hongrie a retiré le projet de résolution A/C.3/33/L.23.

C. Projet de résolution A/C.3/33/L.25

14. La Commission était saisie d'un projet de résolution (A/C.3/33/L.25) intitulé "Importance d'une répartition équitable du revenu national pour le développement économique et social" qui avait pour auteurs l'Allemagne, République fédérale d', le Danemark, la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dont le texte est reproduit ci-après :

"L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2626 (XXV) du 24 octobre 1970 contenant la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1er mai 1974 contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974 contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975 sur le développement et la coopération économique internationale,

Rappelant la résolution 2074/LXII du Conseil économique et social en date du 23 mai 1977 sur la répartition du revenu national,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la répartition du revenu national 6/, établi conformément à la résolution susmentionnée du Conseil économique et social et prenant acte de l'examen de la question par le Conseil économique et social à sa première session ordinaire de 1978,

Tenant compte des dispositions pertinentes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des Pactes internationaux relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels et aux droits civils et politiques,

Notant également les travaux utiles accomplis par l'Organisation internationale du Travail et la Banque mondiale pour étudier les facteurs déterminant la répartition du revenu,

Profondément préoccupée par le fait qu'environ 800 millions de personnes continuent à vivre dans la pauvreté absolue avec des revenus trop faibles pour avoir une alimentation ou un abri adéquat et sans avoir accès aux services essentiels,

Reconnaissant qu'il incombe à tous les gouvernements d'oeuvrer pour l'élimination de la pauvreté absolue et la création de conditions permettant le plein déploiement des ressources humaines et du potentiel humain,

Soulignant que, pour atteindre cet objectif, il faut accroître la production, la productivité et les revenus des pauvres à la fois dans les zones rurales et dans les zones urbaines en vue d'y faciliter une croissance auto-entretenu,

Considérant que cette croissance et la répartition équitable du revenu national sont des objectifs complémentaires de la politique de développement,

Considérant en outre, dans ce contexte, que la répartition équitable du revenu national est essentielle à un progrès économique et social équilibré auquel les couches les plus pauvres de la population participent et par lequel leur niveau de vie se trouve amélioré,

Convaincue que la répartition équitable du revenu national considérée comme un facteur permettant de réaliser la justice sociale et d'accélérer le développement économique est une question qui devrait être traitée dans une nouvelle stratégie internationale du développement,

1. Prend note du rapport du Secrétaire général et décide qu'il devrait être porté à l'attention des organes appropriés du système des Nations Unies de façon que ceux-ci puissent tenir compte de ses conclusions dans leurs travaux à venir;

2. Prie la Commission du développement social de poursuivre l'examen de la répartition équitable du revenu national dans le souci d'atténuer la pauvreté et de promouvoir la croissance économique;

3. Invite le Comité de la planification du développement à continuer d'étudier de près cet aspect du processus de développement et à présenter des observations à ce sujet dans son prochain rapport;

4. Demande instamment aux gouvernements de consacrer une attention particulière à la répartition équitable du revenu lors de la formulation des politiques économiques et sociales nationales;

5. Invite les gouvernements à examiner les modalités leur permettant de tirer le meilleur parti de leurs ressources intérieures pour arriver à une répartition plus équitable du revenu national;

6. Invite également les gouvernements à étudier la possibilité d'améliorer les données statistiques disponibles concernant la répartition du revenu national afin d'acquérir des connaissances plus profondes sur la question et de faciliter la préparation des rapports à venir;

7. Prie le Secrétaire général, lorsqu'il prépare des rapports sur les tendances et les politiques sociales et économiques, tel que le rapport sur la situation sociale dans le monde prévu dans la résolution 2543 (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1969, de tenir compte des dispositions de la présente résolution et de continuer à étudier les tendances et les politiques concernant la répartition du revenu national et à rassembler des données à leur sujet."

15. A la 72ème séance, le 8 décembre, le représentant de la République fédérale d'Allemagne a retiré le projet de résolution A/C.3/33/L.25.

/...



D. Projet de résolution A/C.3/33/L.36

16. La Commission était saisie d'un projet de résolution (A/C.3/33/L.36) intitulé "Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social", qui avait pour auteurs l'Angola, le Congo, la République démocratique allemande, la République socialiste soviétique de Biélorussie et le Viet Nam, auxquels se sont joints ultérieurement l'Afghanistan, le Bénin, la Mongolie et la Tchécoslovaquie et dont le texte est reproduit ci-après :

"L'Assemblée générale,

Animée par le désir de favoriser l'amélioration de la qualité de la vie, le plein emploi et les autres conditions de progrès et de développement dans les domaines économique et social,

Ayant présente à l'esprit la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social 7/,

Tenant compte des dispositions de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international 8/, ainsi que de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats 9/,

Notant les résolutions du Conseil économique et social 1581 A (L) du 21 mai 1971, 1667 (LII) du 1er juin 1972 et 1746 (LIV) du 16 mai 1973, relatives à l'importance d'apporter des modifications fondamentales aux structures sociales et économiques des pays pour renforcer leur indépendance nationale et réaliser les objectifs ultimes du progrès social,

Rappelant que, dans ses résolutions 3273 (XXIX) du 10 décembre 1974 et 31/38 du 30 novembre 1976, l'Assemblée générale a réaffirmé l'importance pour chaque Etat d'exercer son droit inaliénable d'opérer des transformations sociales et économiques fondamentales aux fins du progrès social et la nécessité d'étudier l'expérience des pays dans ce domaine,

Désireuse d'obtenir l'élimination rapide et totale des obstacles au progrès économique et social des peuples, en particulier le colonialisme, le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid, l'agression, l'occupation ou la domination étrangère et toutes les formes d'inégalité et d'exploitation des peuples,

---

7/ Résolution 2542 (XXIV).

8/ Résolution 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI).

9/ Résolution 3281 (XXIX).

Convaincu que la coexistence pacifique et la coopération entre Etats, sans discrimination, de même que la cessation de la course aux armements et le désarmement contribueraient au développement économique et social,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général 10/ établi sur la base des renseignements fournis par les gouvernements, sur l'expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social,

1. Péaffirme le droit souverain et inaliénable de chaque Etat de choisir son système économique et social conformément aux vœux de sa population, sans ingérence extérieure;

2. Déclare que l'élimination de toutes les formes de dépendance et d'oppression, telles que l'agression, l'occupation étrangère, le colonialisme, l'apartheid, le racisme et la discrimination raciale constitue une condition préalable au progrès social et économique;

3. Souligne à nouveau que la réalisation de transformations sociales et économiques internes fondamentales visant à sauvegarder l'indépendance nationale et à assurer l'amélioration rapide du bien-être de la population revêt une grande importance pour la réalisation du progrès social et économique;

4. Prie le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues pour organiser régulièrement, dans le cadre du programme de services consultatifs, des séminaires interrégionaux et régionaux, pour étudier l'expérience acquise par les pays en développement et les pays développés quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social;

5. Demande à la Commission du développement social, au Conseil économique et social et aux commissions régionales de poursuivre, de façon régulière, les études et analyses concernant l'expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social;

6. Prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-cinquième session, par l'intermédiaire de la Commission du développement social et du Conseil économique et social, un rapport d'ensemble établi sur la base des renseignements fournis par les gouvernements sur l'expérience des pays quant à la réalisation de transformations de grande portée aux fins du progrès social;

7. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-cinquième session la question intitulée "Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social."

17. A la 72ème séance, le 8 décembre, le représentant de la République socialiste soviétique de Biélorussie a retiré le projet de résolution A/C.3/33/L.36.

E. Projet de résolution A/C.3/33/L.65/Rev.1

18. A la 72ème séance, le 8 décembre, la représentante de la Tunisie a présenté, au nom des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77, un projet de résolution (A/C.3/33/L.65/Rev.1) intitulé "Développement social dans le monde".

19. A la même séance, le projet de résolution a été adopté, à la suite d'un vote enregistré, par 121 voix contre zéro, avec 10 abstentions (voir ci-après, par. 20, projet de résolution II). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burundi, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Empire centrafricain, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyane, Haute-Volta, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Islande, Israël, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Ont voté contre : Néant.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Belgique, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

III. RECOMMANDATIONS DE LA TROISIEME COMMISSION

20. La Troisième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

/...

PROJET DE RESOLUTION I

Expérience des pays quant à la promotion du mouvement coopératif

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2459 (XXIII) du 20 décembre 1968, 3273 (XXIX) du 10 décembre 1974 et 31/37 du 30 novembre 1976, ainsi que la résolution 1668 (LII) du Conseil économique et social, en date du 1er juin 1972,

Considérant que la création de coopératives et leur expansion constituent l'un des moyens les plus importants d'assurer le plein développement économique, social et culturel de tous les membres de la société,

Reconnaissant la nécessité d'entreprendre des programmes de formation et d'enseignement à divers niveaux afin d'assurer la croissance et la diversification des coopératives ainsi que la professionnalisation de leur gestion,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général sur l'expérience des pays en ce qui concerne la promotion du mouvement coopératif 11/ ;

2. Rappelle la nécessité de contribuer par un échange international de données d'expérience à la croissance et à la diversification du mouvement coopératif;

3. Souligne le rôle des coopératives pour le développement des couches les moins favorisées de la communauté et pour le progrès social et économique de l'ensemble, notamment dans les pays en développement;

4. Reconnaît que les coopératives constituent un moyen important d'accroître les possibilités d'emploi des femmes et d'intégrer celles-ci au processus de développement en tant que membres actifs de la société;

5. Souligne également le rôle social important que jouent les coopératives en associant la population, à l'échelon le plus local, à l'élaboration de plans et à la prise de décisions qui intéressent sa vie quotidienne;

6. Invite les Etats Membres et les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies compétents à accorder une attention particulière aux aspects formateurs et éducatifs du mouvement coopératif aux niveaux local, national et international;

7. Invite également les Etats Membres et les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies compétents à présenter des rapports complémentaires sur leur expérience quant à la promotion du mouvement coopératif, eu égard en particulier à la participation des femmes au mouvement coopératif et au rôle des coopératives dans la réalisation d'un développement social et économique d'ensemble;

---

11/ E/1978/15 et Corr.1 et 2.

8. Invite les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait à présenter des rapports sur leur expérience nationale en matière de promotion du mouvement coopératif;

9. Prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport complémentaire sur l'expérience des pays quant à la promotion du mouvement coopératif, eu égard en particulier à la participation des femmes au mouvement coopératif et au rôle des coopératives dans la réalisation d'un développement social et économique d'ensemble sur la base des données déjà disponibles et des contributions supplémentaires fournies par les Etats Membres et les institutions spécialisées compétentes;

10. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-sixième session un point intitulé "Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social" et d'examiner au titre de ce point le rapport complémentaire du Secrétaire général sur l'expérience des pays quant à la promotion du mouvement coopératif.

/...

PROJET DE RESOLUTION II

Developpement social dans le monde

L'Assemblée générale,

I

Rappelant ses résolutions 2542 (XXIV) du 11 décembre 1969 contenant la Déclaration sur le développement et le progrès social, 2771 (XXVI) du 22 novembre 1971 et 31/84 du 13 décembre 1976 sur la situation sociale dans le monde,

Rappelant aussi ses résolutions 2626 (XXV) du 24 octobre 1970 contenant la stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1er mai 1974 contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 du 12 décembre 1974 contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975 sur le développement et la coopération économique internationale,

Convaincue que l'amélioration des conditions de vie des peuples, en particulier dans les pays en développement, dépend de leur progrès économique et social rapide,

Considérant cependant que le rythme du progrès socio-économique souhaité dans les pays en développement est freiné par l'ampleur des difficultés économiques que ces pays connaissent du fait de l'ordre économique international injuste qui a prévalu jusqu'ici,

Considérant également que la situation socio-économique dans le monde est caractérisée par la détérioration de la situation économique dans les pays en développement et le fossé sans cesse croissant entre les pays en développement et les pays développés,

Considérant en outre que l'objectif de l'accroissement du revenu national en terme réel des pays en développement et leur progrès social exige des modifications profondes dans la structure du système économique mondial actuel comme le prévoient la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international,

/...

Désireuse d'obtenir l'élimination rapide et totale des obstacles au progrès économique et social des peuples, en particulier le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid, l'agression, l'occupation ou la domination étrangère et toutes les autres formes d'inégalités et d'exploitation des peuples,

Ayant à l'esprit les aspects sociaux dans l'élaboration de la nouvelle stratégie internationale du développement,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général 12/ établi sur la base des renseignements fournis par les gouvernements, sur l'expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social,

1. Réaffirme le droit inaliénable de toutes les nations de poursuivre librement leur développement économique et social et d'exercer une souveraineté pleine et entière sur toutes leurs ressources naturelles;

2. Se félicite de la participation active et croissante de tous les membres de la société dans les programmes économiques et sociaux de développement;

3. Réaffirme également que l'élimination de toutes les formes de dépendance et d'oppression, telles que l'agression, l'occupation étrangère, le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale constitue une condition préalable au progrès social et économique dans le monde;

4. Demande instamment aux pays développés de mettre en oeuvre les changements structurels inclus dans les résolutions relatives au nouvel ordre économique international visant à éliminer les inéquités et déséquilibres qui caractérisent les relations économiques internationales qui sont nécessaires au progrès des pays en développement;

5. Demande à la Commission du développement social, au Comité de la planification du développement, au Conseil économique et social et aux commissions régionales de prêter une attention particulière aux études et analyses concernant l'expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social;

6. Prie le Secrétaire général de tenir compte lors de l'élaboration des rapports sur la situation sociale dans le monde des étroites relations entre le développement économique et le développement social, ainsi que de la situation globale des pays en développement dans les relations économiques internationales;

7. Considère également que la nouvelle stratégie internationale du développement devrait mettre convenablement en évidence la nécessité, pour chaque pays, de définir dans le cadre de ses plans et priorités de développement une

politique de développement social adéquate tenant compte de sa structure socio-économique et du degré de développement qu'il a atteint;

8. Prie la Commission du développement social de considérer lors de sa vingt-sixième session, le rapport sur la situation sociale dans le monde dans le cadre des travaux de la nouvelle stratégie internationale du développement et de transmettre ses recommandations à l'organe qui serait chargé de la préparation de cette stratégie,

9. Prie le Comité de la planification du développement et les commissions économiques régionales dans leur contribution aux travaux de l'organe qui serait chargé de la préparation de la nouvelle stratégie du développement d'assurer l'intégration dans la stratégie des objectifs du développement social conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies;

## II

Rappelant sa résolution 3273 (XXIX) du 10 décembre 1974 dans laquelle elle a réaffirmé le droit de chaque Etat de réaliser des transformations sociales et économiques aux fins du progrès social et la nécessité de poursuivre l'étude de l'expérience des pays en ce domaine, et la résolution 2074 (LXII) du Conseil économique et social, en date du 23 mai 1977, invitant le Secrétaire général à présenter un rapport sur les conclusions de diverses institutions spécialisées et de divers organismes des Nations Unies en ce qui concerne la répartition du revenu national,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la répartition équitable du revenu national 13/,

1. Affirme que le progrès social de tous les pays implique, entre autres, une distribution juste et équitable des revenus aux niveaux national et international;

2. Prie le Secrétaire général de présenter à la trente-quatrième session de l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur les conclusions de l'étude requise par la résolution 1086 (XXXIX) du Conseil, en date du 30 juillet 1965.

-----